

## APRÈS UNE OPÉRATION COMBINÉE ANP-POLICE DANS UNE CITÉ DE LA VILLE

# Deux terroristes armés abattus à Laghouat

*Les mois se suivent et se ressemblent pour les éléments de l'ANP résolus à traquer les terroristes là où ils se trouvent, au sud du pays notamment où est localisé, depuis des mois maintenant, l'essentiel des mouvements de groupes aussi bien locaux que ceux qui tentent des incursions sur le territoire national à travers l'immense bande frontalière avec des voisins chez qui la question sécuritaire se pose toujours avec autant d'incertitudes.*

Hier encore, le ministère de la Défense a fait état d'une opération à l'issue de laquelle deux terroristes ont été abattus, dans la nuit du lundi.

L'exploitation de renseignements a, en effet, permis à l'ANP, avec la collaboration de la Sûreté nationale, de monter une

opération qui les a menés à la cité Chettite, dans l'agglomération de Laghouat, où a été signalée la présence de deux terroristes armés et dont l'identification a été bien établie.

Selon le MDN, il s'agit de B. El-Hadj Aïssa, connu sous le nom de Mokdad El-Herdi, et de

N. Mebarek, alias Al-Ansari, deux terroristes qui avaient répondu aux appels au djihad en Algérie respectivement en 1995 et 1996. L'opération conjointe entre l'ANP et la police de Laghouat s'est conclue par l'élimination des deux terroristes sur lesquels deux kalachnikovs et des munitions ont été récupérées.

La veille de cette opération, selon le même communiqué du MDN, un autre détachement de l'ANP, alors qu'il était en patrouille près de la frontière avec le Mali, a appréhendé deux terroristes algériens et un trafiquant d'armes de nationalité étrangère, sans plus de précisions.

Le trio interpellé était à bord d'un véhicule tout-terrain en possession d'une kalachnikov, de munitions, de dynamite ainsi que



Photo : NewPress

Opération réussie pour les éléments de l'ANP.

de matériel destiné à la fabrication de détonateurs. Ainsi, en moins de vingt-quatre heures, avec le terroriste arrêté à Bordj-Badji-Mokhtar dimanche, les élé-

ments de l'ANP stationnés au sud du pays sont entrés de plain-pied dans le nouveau chapitre de la lutte antiterroriste.

M. Azedine

## BOUDJEMA TALAI À PROPOS DU «TERRORISME ROUTIER» :

# «La loi sera appliquée dans toute sa rigueur»

*La loi sur la sécurité routière et le code des douanes ont été adoptés hier à la majorité parlementaire en séance plénière en présence du ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjema Talai, et de son homologue des Finances.*

Younès Djama - Alger (Le Soir) - A cet effet, et à l'issue de l'adoption de la loi sur la sécurité routière, Boudjema Talai a qualifié de «très positif» le vote de cette loi qui va, selon lui, jouer un rôle prépondérant dans le combat mené contre le «terrorisme routier».

Le ministre a souligné que la loi «sera appliquée dans toute sa rigueur» en ce qui concerne les infractions au code de la route. Le nouveau texte prévoit notamment l'instauration du système du permis à points et le durcissement des sanctions contre les contrevenants. Il vise principalement à endiguer le phénomène des accidents de la route qui a atteint un seuil alarmant ces dernières années : en 2015, 35 199 accidents de la route ont été enregistrés causant la mort de 4 610 personnes et 55 994 blessés. Les 11 premiers mois de 2016 ont enregistré 27 168 accidents ayant engendré la mort de 3 718 personnes tandis que 41 544 blessés ont été recensés.

Ainsi, le nouveau texte instaure le système du permis à points qui sera géré par le ministère de l'Intérieur à travers un fichier national des permis de conduire devant recenser toutes les infractions de la route au niveau national. Dans ce système, le permis de conduire est doté d'un capital de 24 points qui sera réduit à



Photo : Samir Sid

Boudjema Talai.

chaque infraction commise par le titulaire du permis.

Le contrevenant sera également soumis à une amende forfaitaire et à des sanctions pénales selon les cas. Durant la période probatoire de deux ans, le permis de conduire est affecté d'un capital de 12 points seulement, précise le texte qui note que lors de cette période, l'infraction commise entraîne l'annulation du permis de conduire. Le retrait des points se fait selon un barème qui distingue quatre degrés de contraventions qui nécessitent un retrait de 1 à 6 points selon leur nature, mais 10 points seront retirés en cas de délits.

Après le retrait de tous les points, le permis de conduire devient invalide et son titulaire est tenu à le remettre aux services habilités du ministère de l'Intérieur.

Dans ce cas, l'intéressé ne peut postuler à l'obtention d'un nouveau permis de conduire, qui sera soumis à la période probatoire, qu'après 6 mois de la date de remise de son permis.

«Ce délai est porté à 1 an dans le cas où son permis a fait l'objet de 2 invalidations sur une période de 5 ans», précise le texte.

Par ailleurs, les députés de la majorité ont également adopté le nouveau code des douanes lequel n'a pas été modifié depuis 1998. Son adoption intervient dans la perspective de l'adapter au nouveau modèle économique voulu par les pouvoirs publics mais aussi aux lois et législations internationales. C'est ce qu'a tenu à souligner le président de la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, Mahdjoub Bedda, qui a affirmé que le nouveau texte s'inscrit en droite ligne avec le modèle économique lancé par le gouvernement. «Parmi les amendements introduits par les députés, nous avons accepté 3 amendements du Parti des travailleurs (PT) et un amendement du Front de libération nationale (FLN) sur une totalité de 15 amendements des députés du parti», a détaillé M. Bedda, ajoutant que l'examen de ce texte a pris un mois. Il souligne que le nouveau texte dont la dernière révision remonte à 18 années, est dorénavant «à jour» notamment en matière de facilitations en faveur des opérateurs économiques.

En effet, la mise à niveau de ce code obéit à des principes directeurs dont le premier est la promotion de la mission économique et sécuritaire de la douane. Et ce, en offrant aux opérateurs économiques (producteurs, importateurs, exportateurs) un cadre d'exercice et de régulation des échanges qui garantisse «la pérennité, la transparence et l'équité».

Y. D.

## MSP ET FC PAR-CI,

## FJD-NAHDA-EL-BINA PAR-LÀ

# La mouvance verte se réorganise

*Ça se précise de plus en plus dans le camp islamiste avec deux projets d'intégration en cours qui verront la fusion de cinq partis de la mouvance pour donner naissance, au final, à deux nouveaux partis représentant, chacun, une école bien précise.*

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'est le week-end prochain, d'ailleurs, que les conseils consultatifs nationaux du MSP, du FC, du FJD, de Nahda et du Mouvement de la construction nationale devront entériner ces projets qui remontent à plus de deux ans et dont la nouvelle donne induite par le nouveau code portant régime électoral n'a fait qu'accélérer la cadence. Car pour ces partis, les premiers pas de ces projets d'intégration, MSP-FC, d'une part, et Nahda-FJD-El Bina, d'autre part, devront être entamés à l'occasion des élections législatives qui se dérouleront dans près de trois mois.

Avec, en perspective, des listes communes du duo et du trio à travers l'ensemble des circonscriptions électorales, chaque parti devant, dans ce sens, faire des concessions au cas par cas, selon le degré d'implantation de chacun d'eux dans chaque wilaya pour éviter le piège de l'effritement des voix qui a été fatal à tous les partis de la mouvance, notamment lors des dernières élections législatives et locales d'il y a cinq ans.

Pour le président du MSP comme pour le secrétaire général du mouvement Nahda, ces projets de fusion et d'intégration sont loin d'être dictés par la conjoncture politique actuelle puisque, selon Abderezzak Mokri et Mohamed Dhoubi, «les deux démarches remontent à beaucoup plus loin, les concertations et les conciliabules entre ces partis n'ayant jamais cessé». Ceci même si le duo avoue que le nouveau code portant régime électoral avec ses dispositions fort contraignantes remettant en cause le multipartisme, selon nombre d'acteurs politiques, avec, notamment l'obligation faite aux partis n'ayant pas engrangé 4% de suffrages exprimés lors des derniers scrutins, à une sorte de tour électoral préliminaire consistant en la collecte par les partis d'un certain nombre de paraphes d'électeurs pour chaque siège à pourvoir, qu'il soit un siège d'élus nationaux (député) ou local (APC-APW), a été un stimulant non négligeable.

Et il ne faut pas croire que les deux projets ont relevé de simples formalités puisqu'ils ont été émaillés d'obstacles dont certains demeurent encore puisqu'il s'agit, outre de faire des concessions de part et d'autre en matière organique et de listes électorales, d'aplanir les visions autour de certaines questions qui, par moments, divergent complètement. Comme par exemple le FC et le mouvement El-Bina quelque peu conciliants avec le pouvoir en place alors que le MSP, Nahda et le FJD sont tranchants.

Cela dit, ces deux projets de fusion ne sont, en fait, qu'un juste retour à la normale puisqu'il s'agira pour Abdelmadjid Ménasra de retrouver sa maison mère, le MSP qu'il avait quitté avec fracas, tentant une aventure en solo qui s'est révélée infructueuse avec une scission au sein de son parti donnant naissance au mouvement El Bina. Celui-ci, dont la direction est pilotée par Mustapha Belmehdi, a préféré voir du côté de l'autre école de la mouvance verte, celle de la Nahda historique qui permettra à Abdallah Djaballah de reprendre son bien dont il a été spolié au titre d'un mouvement de redressement, le premier puisque le cheikh se verra subtiliser son second parti, le mouvement Islah qui, lui, est exclu de ces projets de fusion, sa nouvelle direction ayant préféré emprunter un autre sentier, celui de la périphérie du pouvoir, avec, avertissent les détracteurs de cette démarche, aucune garantie d'un retour sur investissement.

M. K.